

AFRIQUE

Une semaine après le « feu vert » de l'ONU à l'intervention française au Rwanda

M. Léotard craint de nouvelles difficultés pour le dispositif « Turquoise »

GISHYTA (Rwanda)

de notre envoyée spéciale

C'est le poste français le plus avancé. De quoi? On ne sait pas exactement. Du front, peut-être. Et des coups de feu résonnent régulièrement sur la ligne de crête. En fin de matinée, lundi 27 juin, une fusillade plus sérieuse a été entendue sur les collines à trois ou quatre kilomètres à vol d'oiseau. Elle aurait fait une vingtaine de morts. Le lendemain, cinquante membres du commando de marine Trepel ont pris position à Gishyta et, mercredi, à l'heure où François Léotard arrive pour inspecter les troupes au Rwanda, Gishyta semble être le poste le plus avancé d'éventuelles difficultés.

Une semaine après le feu vert de l'ONU, le ministre de la défense est venu évaluer la situation avant d'en rendre compte, dès jeudi 30 juin, au premier ministre. A peine arrivé, il enfle un jean et des baskets, et il essaie immédiatement de s'informer. D'une voix à peine

audible, les réfugiés tutsis de Nyarushishi disent qu'ils souhaitent le rétablissement de la paix. Des centaines d'enfants sages entourent sans bruit le ministre français. La coordonnatrice du CICR, Ariane Tombet, explique que la présence étrangère a des vertus psychologiques. Etant plus calmes, les réfugiés « tombent moins malades », a-t-elle constaté. Les ballons de la Croix-Rouge ont pu être distribués. Les enfants n'ont plus à craindre de s'éloigner.

Les hommes du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA) ont préparé du poulet grillé pour le déjeuner. Les spécialistes s'étonnent de voir autant de forces spéciales engagées dans une opération et le visage aussi à découvert. Les non-spécialistes s'étonnent de leur intelligence de la situation. Au bout de la table de camping, un officier raconte comment un Tutsi caché dans le presbytère a été discrètement évacué par ses hommes dans le village de Mibirizy. Il a fallu soixante-douze

heures de conversations et de mise en confiance pour que sa présence soit révélée *in extremis* aux Français.

Dans leurs missions de reconnaissance, il arrive aussi – face cachée de l'opération « Turquoise » – que les militaires repèrent quelques uns des auteurs des massacres. « Mais il faudrait les prendre la main dans le sac », regrettent-ils.

« On a mangé notre pain blanc! »

Quand l'hélicoptère se pose à Gishyta, les habitants ne manifestent pas. Ils observent à distance, le visage sérieux et réservé. Hutus aussi bien que Tutsis, les Rwandais ne sourient jamais. Les commandos de marine français se sont installés dans un centre d'apprentissage qui domine le village. Les véhicules légers équipés de mitrailleuses et de missiles Milan dorment encore sous les camouflages. Un bruit sourd fait soudain lever les sourcils des officiers. Ce n'est

qu'un orage. Il éclate plus au sud, au-dessus de la visite parallèle qu'effectue Lucette Michaux-Chevry, ministre déléguée à l'action humanitaire, dans le camp de Nyarushishi. Après avoir vu quelques-uns des 7 889 Tutsis qui y vivent, elle reviendra désolée d'avoir vu tant d'enfants les pieds dans la boue.

Assis sur une pierre, la carte de la région sur les genoux, le ministre regarde le mont Karongi (2 595 mètres) pendant qu'un capitaine de frégate lui expose la situation dans ce que l'on appelle désormais « le triangle de Kibuye ». La zone reste inexplorée et les renseignements sont confus. Des réfugiés tutsis s'y trouveraient. A moins que ce ne soient des éléments précurseurs du FPR, ou encore les uns et les autres à la fois, tous étant soumis aux attaques des milices armées. Un autre renseignement fait état de règlements de comptes intervillageois. « Quelle salade », soupire le général Jean-Claude Lafourcade. Le triangle est une

« priorité », dit un autre officier. Mais que faire en cas de face à face avec le FPR? Bonne question, répond un conseiller.

Deux journalistes anglo-saxons ont des questions à poser. Ils reviennent des abords du triangle où ils ont vu quatre enfants aux mains brûlées. Et, sur place, on leur a dit qu'il y a encore trois mille Tutsis prisonniers. Information qu'ils n'ont pas pu vérifier, ayant été la cible de tireurs lorsqu'ils ont tenté d'approcher. Que fait la France, demandent-ils? Ne passe-t-elle pas à côté de l'essentiel? « Nous faisons ce que nous pouvons, c'est une opération délicate. Il n'est pas question de s'interposer », répond M. Léotard. Les soldats ne sont encore que trois cents hommes au Rwanda, pour des centaines de milliers de personnes déplacées ou cachées dont les journalistes soulignent chaque jour de nouveaux cas. Deux cent trente-deux religieuses terrorisées près de Butare, quarante mille déplacés près de Gicongoro. Pour

ce qui concerne le triangle, il faut d'abord vérifier.

Les journalistes poussent le ministre dans les retranchements de l'opération « Turquoise ». La France, répond François Léotard fait déjà un effort important et le temps des difficultés avec les forces gouvernementales s'annonce après la période de soupçons du FPR. « On a mangé notre pain blanc », conclut le ministre qui lance un appel pressant, et même en anglais pour que d'autres pays viennent répondre aussi au « défi » lancé. L'envoyé spécial du *New York Times*, qui est peut-être dans l'état de ceux qui ont vu des horreurs inhabituelles et tente de les exposer à d'autres, insiste encore. François Léotard qui partait, s'arrête et fait demi-tour. Moins que le ministre, son personnage et sa fonction, c'est l'homme qui se retourne et revient sur ses pas. « Bon, dit-il, on va y aller. Dès demain on va y aller. »

CORINE LESNES